

## La terreur en 140 caractères



Capture de la vidéo de sermon d'Abu Bakr al-Baghdadi, juillet 2014

L'enlèvement de 276 lycéennes au Nigéria a été revendiqué le 5 mai 2014 dans une vidéo postée sur Internet par la secte et mouvement terroriste Boko Haram. « J'ai enlevé vos filles » déclarait Abubakar Shekau, le chef du groupe extrémiste, dans un message de 57 minutes. En réaction, un mouvement de soutien mondial s'est développé, apparemment spontanément, sur Twitter. Le hashtag #BringBackOurGirls (« rendez-nous nos filles ») a généré près de 2 millions de tweets en quelques semaines... Pour retomber dans l'oubli, avec les prisonnières.

L'utilisation d'Internet par les réseaux criminels est ancienne. Mais elle prend aujourd'hui une nouvelle dimension avec le cyberterrorisme. Les groupes se montrent sur Internet et utilisent les réseaux sociaux pour communiquer et recruter, de manière quasi professionnelle. Cette nouvelle stratégie des groupes terroristes tranche avec la politique du secret de mouvements plus anciens comme Al-Quaïda.

### Choquer pour se faire connaître et recruter

L'utilisation des réseaux sociaux par les groupes terroristes poursuit un double objectif : se faire connaître et recruter de nouveaux adeptes. A l'heure du buzz, marquer les esprits par des actions d'ampleur n'est plus suffisant : il faut les « capitaliser » en amplifiant la communication qui est faite de l'évènement.

Les réseaux terroristes ont créé chacun leur compte officiel sur Facebook, Twitter ou Youtube. Cela leur donne une certaine visibilité et une exposition médiatique, dans le monde toujours plus complexe des groupes terroristes. C'est sur Twitter que le Front Al-Nosra, groupe sunnite qui sévit en Syrie, a annoncé qu'il se détachait d'EIL (Etat islamique de l'Irak et du Levant) en avril 2013 suite à des différends idéologiques. Outre leur combat fratricide sur le terrain, leur opposition s'est étendue sur Twitter, à coup de hashtag. Ainsi, les circonstances de la mort d'Abu Hazem, chef du Front Al-Nosra à Deir Ezzor, le 14 juillet dernier, font encore débat : si EIL a publié sur Twitter la photo de son cadavre en prétendant qu'il cherchait à fuir déguisé en femme, les militants du Front soulignent la mise en scène de cette image.

Se faire connaître puis donner à voir leur action. Les réseaux sociaux sont comme des journaux de bord, retraçant les avancées – très rarement les défaites - sur le terrain. En la matière, les terroristes redoublent d'imagination macabre : l'attentat du *Mall* de Nairobi au Kenya le 21 septembre 2013 par les Shebab a pu être suivi en direct grâce aux « live-tweet » des assaillants.

Mais cette politique entraîne une véritable course au sensationnel : les groupes terroristes vont toujours plus loin dans l'atrocité. EIL n'a pas hésité à filmer les exécutions de masse perpétrées en mai et juin 2014 de près de 1 700 soldats irakiens lors de ses avancées dans le nord de l'Irak : les vidéos postées sur Youtube montrent la totalité de l'action, de la capture à l'exécution, sans oublier la joie exaltée des combattants devant les cadavres. Ces scènes rappellent celles des exécutions d'otages, notamment la

décapitation de Daniel Pearl le 1er février 2002, devenue le *modus operandi* d'EIIL depuis août 2014 après l'exécution des journalistes James Foley, Steven Stoloff et David Haines. Par l'image, les terroristes mettent en scène leur violence et tentent, souvent avec succès, de terrifier leur ennemi – les Occidentaux, les musulmans non sunnites et les chrétiens.

Enfin, la communication par les réseaux sociaux est devenue aujourd'hui le meilleur canal de recrutement, notamment dans les pays de la péninsule arabe et occidentaux. Economique, l'utilisation d'Internet permet également de disposer d'une large audience. L'exemple d'EI (ou ISIS en anglais) est frappant : à travers ses nombreux comptes et pseudos officiels et officieux, le groupe réunit un grand nombre de « fanboys ». Ces « supporters » twittent principalement en arabe, en anglais mais aussi en indonésien. Ainsi, les propos et images du front sont diffusés par des soutiens locaux, dont les messages sont repris par ces « fanboys ». Les groupes n'hésitent pas à enclencher des campagnes de promotion, comme celle intitulée #AllEyesOnIsis en début d'année.

Les réseaux sociaux servent de caisses de résonance aux groupes terroristes, attirant de plus en plus de jeunes candidats au djihad. La violence des groupes terroristes apparaît comme un vecteur de fidélisation et d'attraction de ces adolescents et jeunes adultes, souvent en manque de repères, peu politisés et isolés. Selon le Geneva Center for Training and Analysis of Terrorism (GCTAT), l'utilisation des réseaux sociaux constitue bien souvent la première étape de la radicalisation, notamment chez les plus jeunes. Comme le relatait un ex-djihadiste sur CNN, des équipes spécialisées sur les forums se chargent alors de les recruter.

### **Des Community Managers, ou professionnels de la communication**

Selon ce témoignage, l'organisation des groupes terroristes se professionnalise et devient de plus en plus pyramidale. Interdiction est faite de recruter par Skype, pour que l'ensemble des messages puisse être contrôlé par des supérieurs. Quant aux vidéos postées sur Youtube, il est frappant de constater à quel point elles reprennent les codes de la pub ou du cinéma : musique, explosions, exaltation de la figure du combattant et du martyr.

Ce professionnalisme est dorénavant poussé à son extrême. EI détient deux sociétés de production, Alhayat Media Center et Al-Furquan Media Productions qui a réalisé le film de propagande *Le Choc des épées*, diffusé en plusieurs épisodes. En avril 2014, le groupe a créé et diffusé une application pour smartphones sur la plateforme Android : *The Dawn of Glad Tidings* permet de détourner des comptes Twitter pour y poster des messages. Comble de l'ironie, EI pousse ce développement au point de publier en mars un rapport d'activité. Ce document de 400 pages retrace, en arabe, les attentats et actions commises, les dons et ressources, sans oublier les « projets de développement » du groupe.

Cette attitude tranche avec le silence qu'a longtemps imposé Al-Quaïda, et son fondateur Ben Laden. La publication de ses messages, n'excédant jamais les trente minutes, apparaissait comme des moments clés de la guerre que se livraient le groupe terroriste et les Etats occidentaux. Cette politique du moins-disant avait pourtant le même objectif que la communication d'EI : frapper les esprits. Seule la revue *Inspire*, publiée tous les trimestres en anglais sur Internet depuis 2010, apparaît comme un outil de propagande de plus grande envergure.

Changement d'époque mais aussi de philosophie. Le djihad se mène aujourd'hui sur les deux fronts – réel et virtuel – de manière parallèle. Selon Ayman al-Zawahiri, le successeur de Ben Laden, « le djihad sur Internet est aussi important que le djihad militaire ».

### **Rester anonyme tout en s'exposant : une communication dangereuse ?**

Pourtant, cette stratégie comporte des risques : sortir de l'ombre, c'est aussi exposer ses crimes, au risque d'en être puni. Toute la question repose sur la vérification et l'authentification des personnes en cause et des actes montrés, qui pourra éventuellement conduire à des poursuites judiciaires.

Si EI se construit actuellement comme une marque avec une identité propre, il reste pourtant difficile de dire si les informations que le groupe diffuse sont réelles. L'Institute for the Study of War révèle

que la majorité des faits reportés dans le rapport d'activité sont fiables. En ce qui concerne l'utilisation des réseaux sociaux, les photos comme les vidéos ne sont pas datées et leurs auteurs non identifiés. Pourtant, depuis les massacres de soldats irakiens à Mossoul ou à Tikrit, EI est devenu le premier auteur de crimes de masse à les documenter de manière aussi abondante.

En outre, ces traces permettent également de localiser les combattants et de mesurer leur avancée. Cette attitude de communication, voire de transparence comme le souhaite le leader d'EI, prouve à quel point les groupes terroristes ne craignent plus les représailles de la part des armées régulières. Pourtant, à trop vouloir communiquer, les groupes peuvent commettre des erreurs. Les séparatistes pro-russes dans l'Est de l'Ukraine ont revendiqué sur Twitter l'attentat contre le vol MH 17 de la Malaysia Airlines en juillet, avant de retirer cette information lorsqu'ils en comprirent les conséquences.

Au-delà, les groupes terroristes s'exposent au regard des services de défense des pays occidentaux. Les services peuvent ainsi surveiller, voire infiltrer, des réseaux pour pouvoir identifier les profils les plus dangereux, en vue d'une future interception. En outre, en faisant l'apologie de leur martyr, les groupes tiennent de véritables nécrologies, qui permettent au renseignement de suivre l'évolution de leur organisation hiérarchique.

Mais, comme le souligne Mathieu Guidère, professeur des universités et auteur de *Les nouveaux terroristes* (éd. Autrement, 2010), cette surveillance nécessite des moyens humains et technologiques importants – qui feraient défaut en France – ainsi qu'une forte coopération législative – notamment du point de vue européen – pour faire face à ces réseaux. A défaut, il serait impossible par exemple de bloquer un site ou un compte hébergé à l'étranger.

### **L'impossible endiguement**

Face à cette utilisation des réseaux sociaux, les gouvernements se trouvent bien souvent démunis. Leur principale action reste le contrôle d'Internet. Mais ces mesures sont facilement contournables grâce à l'organisation transnationale des groupes terroristes. Ainsi, le gouvernement irakien a bloqué l'accès aux réseaux sociaux dès le début de l'offensive d'EI dans le nord de son territoire. Le Kenya avait fait de même avec le compte Facebook d'Al Shabaab. Le groupe était réapparu quelques jours plus tard sur un site de microblogging (Tor, conçu par la marine américaine).

Les réseaux sociaux eux-mêmes sont entrés dans cette bataille pour protéger leur réputation et leur crédibilité morale. Ainsi, en juin, Twitter a bloqué le compte @Islamic\_States. Toute la difficulté vient de l'incapacité des réseaux à contrôler a priori le contenu des messages postés. Autre problème : les sites doivent trouver un subtil compromis entre répression des encouragements à la violence et respect des libertés individuelles.

La réponse la plus efficace pourrait venir de la société elle-même. La France a ainsi lancé un numéro spécial pour que les familles puissent signaler aux autorités le comportement suspect de leurs proches. Enfin, d'anciens membres de réseaux violents et terroristes ont créé une plateforme, *Against Violence Extremism*, pour prévenir l'endoctrinement.

Pourtant, le cyberterrorisme est bien devenu une composante des réseaux criminels.

Par **Clémence BACHER** (@ClemenceBacher)  
Plus d'articles sur Tweetplomatique